

## Dans les mouvements d'éducation populaire, un héritage communiste qui s'étirole

PAR KHEDIDJA ZEROUALI  
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 5 JANVIER 2021



© Archives AFP

Sous l'impulsion du Front populaire, et après la Libération de 1945, plusieurs grands mouvements d'éducation populaire ont vu le jour. Une histoire intimement liée à celle du Parti communiste qui, avec son affaiblissement, a vu sa présence s'étioler dans ces organisations.

La file ne cesse de s'allonger, en ce froid samedi de décembre, devant le local de la section du PCF d'Aubervilliers. Cette année, plus de 200 enfants ont été inscrits pour la distribution de Noël organisée par les communistes de la ville. Sonia et Barbara viennent de se rencontrer lors de ce moment d'attente. Dans une vie antérieure, toutes les deux étaient coiffeuses. Aujourd'hui, les deux femmes sont devenues mères au foyer.

Barbara, sa fille d'un an dans les bras, est arrivée à Aubervilliers il y a trois ans. Et depuis, elle s'est régulièrement adressée aux communistes quand elle se retrouvait en difficulté financière. « *Même quand j'ai un problème de cantine, je vais voir le Parti communiste pour qu'ils fassent remonter le problème. Ils sont pour l'égalité entre les pauvres et les riches* », affirme Barbara qui ne vote jamais, pas même aux élections locales. La ville d'Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, était gérée par les communistes depuis la Libération, à part une exception sociale-démocrate de 2008 à 2014. Puis, juillet 2020 a marqué la fin d'une

ère pour les fils de la banlieue rouge. Aubervilliers est passée à droite avec l'élection de Karine Franclet, pour l'UDI.

Sonia a quatre enfants, six, onze, quatorze et seize ans. « *Bien sûr qu'ils n'auront pas les mêmes opportunités que les Parisiens* », souffle-t-elle. Dans la classe de sa fille, pas de prof de mathématiques pendant plus d'un mois. « *À Paris, ils commencent la piscine en CP. Ici, c'est en CM1 ou CM2* », poursuit-elle. Barbara opine du chef et avoue n'être pas sûre que les communistes de la ville, « *dont certains sont des amis* », pourront y remédier.



Pour Amal, Sonia et Barbara, les enfants d'Aubervilliers issus des classes populaires n'auront jamais les mêmes chances que les Parisiens issus des classes aisées. © KZ

Les deux mamans sont ensuite rejointes par Amal qui ne sait pas ce qu'est l'éducation populaire. Par contre, elle en aurait des choses à dire sur l'éducation nationale et les inégalités qu'elle accentue. « *Depuis des années, j'entends les discours selon lesquels nos enfants auraient la même chance que les riches et les Parisiens, mais ce n'est pas vrai. Mais ça, je le dis jamais à mes enfants. Je ne veux pas les décourager, quitte à ce qu'ils travaillent deux fois plus pour y arriver. Et pourtant, mon fils est à Corbusier !* » « *Le meilleur lycée de la ville* », l'interrompt Sonia. Reste que les fils d'Amal ne sont pas nés baignés dans la culture légitime, celle qui permet de « *s'en sortir* ». Le cinéma est trop cher, et le théâtre, elle n'y pense même pas. « *Il faut que les gosses nés ici aient plus de chance, plus d'égalité.* »

À l'intérieur de la section, une jeune fille hésite de longues minutes avant de choisir une boîte pour apprentie chimiste. Le *slime*, une substance visqueuse colorée, parfois pailletée dont les enfants raffolent, viendra bientôt s'étaler sur les canapés du salon, au plus grand dam de sa mère qui toise le

choix de sa fille avec inquiétude. Anthony Daguét, un bonnet de père Noël sur la tête, prévient la petite fille : « *N'oublie pas de prendre des bonbons en partant.* »

Ancien premier adjoint de la commune, Anthony Daguét estime que, face aux inégalités de l'institution scolaire, le salut est à trouver du côté de l'éducation populaire. « *Ce qui est intéressant c'est l'auto-organisation de la production et de la diffusion des connaissances. Ça permet de faire la démonstration qu'il y a différents types de savoirs. Il n'y a pas que ceux des grandes universités, le savoir des classes dominantes, de la bourgeoisie. Il y a aussi les savoirs du peuple, et l'éducation populaire permet de s'en saisir pour comprendre le monde et pouvoir le transformer.* »



Distribution de cadeaux aux enfants du quartier, à la section PCF d'Aubervilliers, le 19 décembre 2020. Anthony Daguét est au deuxième plan de la photo, masque et bonnet rouge. © KZ

L'une des pierres angulaires de ce mouvement est le **Rapport sur l'instruction**, présenté en 1792 par Nicolas de Condorcet, alors député du tiers état.

Dans sa démonstration devant l'Assemblée législative, il développe l'intérêt de l'éducation par et pour le peuple : « *Tant qu'il y aura des hommes qui n'obéiront pas à leur raison seule, qui recevront leurs opinions d'une opinion étrangère, en vain toutes les chaînes auront été brisées, en vain ces opinions de commande seraient d'utiles vérités ; le genre humain n'en resterait pas moins partagé en deux classes, celle des hommes qui raisonnent et celle des hommes qui croient, celle des maîtres et celle des esclaves.* »

Au XIX<sup>e</sup> siècle, dans le sillon des révolutions de 1830, 1848 et 1871, l'idée selon laquelle le peuple doit s'éduquer par lui-même, en parallèle de l'institution scolaire, gagne en diffusion.

Dans un texte publié dans *Les Grands Dossiers des sciences humaines*, Jean-Marie Mignon revient sur « *la naissance de l'éducation populaire* ». Il y a, d'une part, les Églises chrétiennes qui « *luttent contre le paupérisme sans contester l'ordre social* » : « *Leurs initiatives furent nombreuses en cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'exemple... des sociétés d'économie sociale promues par Frédéric Le Play (1806-1882). Son étude du milieu de vie prônait le "voir, juger, agir", méthode qui sera reprise par les mouvements chrétiens de jeunesse ouvrière, agricole et étudiante et, plus tard, par les Ceméa (centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active).* »

Il y a, d'autre part, le mouvement laïque. Jean Macé est l'une de ses figures de proue. « *Pour faire cesser l'ignorance du peuple* », il crée la Ligue de l'enseignement en 1866. Il est accompagné de Louis Rossel avec qui il se lie d'amitié. Quelques années plus tard, le colonel de l'armée française rejoint la Commune de Paris. En 1871, la Commune a tenté de rendre effectives les idées prônées par les défenseurs de l'éducation populaire pour « *qu'un manieur d'outil puisse écrire un livre, l'écrire avec passion, avec talent, sans pour cela se croire obligé d'abandonner l'étau ou l'établi* ». Ces années marquent aussi la naissance des premières universités populaires, souvent animées par des militants de gauche, dont certaines persistent toujours.

### « Je suis née communiste, et ma famille est un pur produit de l'éducation populaire »

Dans l'étroit bureau attenant à la section du Parti communiste, Anthony Daguét a retiré son bonnet de père Noël pour expliquer le lien entre son parti et le développement de l'éducation populaire : « *L'apport des communistes, c'est la visée. Il ne suffit pas que des connaissances soient produites et diffusées par le peuple. L'éducation populaire a aussi une vocation à transformer la société. Plus on est conscients, plus on sait produire des idées, plus on est en capacité de transformer la société. Le communisme, c'est le partage des pouvoirs, le partage des richesses mais*

*aussi le partage des savoirs* », poursuit-il, avant de citer Karl Marx : « *Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses.* »

Après l'impulsion du Front populaire et la Libération de 1945, plusieurs grands mouvements d'éducation populaire ont vu le jour dont les Pionniers de France, les Francas, les Ceméa ou encore la Fédération Léo Lagrange.



Jean Zay entouré d'enfants dans un théâtre de marionnettes. Ministre de l'éducation nationale et des beaux-arts sous le Front populaire, il fut aussi un militant de l'éducation populaire, membre de la ligue de l'enseignement. © AFP

Cependant, la référence aux idées communistes dans les mouvements d'éducation populaire semble s'être atrophiée avec le déclin du parti. « *On s'est affaiblis en nombre de militants, dans la formation des jeunes militants, dans les urnes. Du coup, on est moins présents dans les organisations. On devrait pourtant, c'est totalement notre place* », s'inquiète Anthony Daguet, qui s'est lui-même formé, politiquement, au sein de l'Union des étudiants communistes (UEC), et du Mouvement des jeunes communistes de France (MJCF). L'une de ses camarades, Soizig Nedelec, est issue de la même génération de militants. Quand son père militait, la section d'Aubervilliers des jeunes communistes comptait plusieurs centaines d'adhérents. Quand elle militait, aux côtés d'Anthony Daguet il y a une vingtaine d'années, ils n'étaient plus qu'une trentaine. Aujourd'hui, il n'existe plus de section du MJCF à Aubervilliers.

« *Quand les Ceméa ont été fondés, en 1937, la majorité de nos membres étaient militants communistes, ou syndicalistes. Aujourd'hui, c'est moins vrai* », explique à Mediapart le directeur général, Jean-Luc Cazaillon.

L'histoire des Ceméa est intimement liée à l'histoire politique de la gauche. À partir de mai 1936, le Front populaire arrive au pouvoir : c'est l'avènement de la semaine de 40 heures et des congés payés. « *En 1900, on comptait environ 14 000 enfants en colonie de vacances pour atteindre 420 000 en 1936, et la pression était forte pour une amplification de ces séjours. Les colonies dépendaient alors du ministère de la santé et les préoccupations pédagogiques y restaient le plus souvent absentes. Plusieurs personnalités prennent alors conscience de la nécessité d'une formation des cadres* », apprend-on sur le site des Ceméa.

Parmi eux, Gisèle de Failly, militante de l'éducation nouvelle, dont les Ceméa se réclament toujours aujourd'hui. « *Une pédagogie qui crée des situations où chacun, enfant, adolescent, adulte, en prenant conscience de son milieu de vie, peut se l'approprier, le faire évoluer, le modifier, dans une perspective de progrès individuel et social.* »

Soizig Nedelec, militante au PCF d'Aubervilliers, fille et petite-fille de communistes, adjointe au logement, à l'habitat et à l'hygiène de la ville lors de la mandature précédente, est directrice adjointe de la maison de l'enfance d'Aubervilliers. Elle s'est engagée à 15 ans auprès des jeunes communistes, puis de l'UEC, et finalement du PCF à partir de 2001. « *Je suis née communiste, et ma famille est un pur produit de l'éducation populaire.* »

Son arrière-grand-père paternel meurt des gaz de la Première Guerre mondiale, ce qui fait de son arrière-grand-mère paternelle une veuve, et de leur fils, Urbain Nedelec, un pupille de la nation. Né en Bretagne, il garde les cochons jusqu'à l'âge de rentrer à l'école. C'est d'ailleurs là qu'il apprend le français – le petit garçon ne parlait alors que le breton. « *Comme il est pupille de la nation, il a la chance de descendre à Paris pour faire des études que l'État lui paye, des études d'électricité. Une fois rentré à l'EDF, il rencontre les compagnons de Marcel Paul.* » Ce dernier est électricien à la Société des transports en commun de la région parisienne, militant au PCF depuis 1923

et syndicaliste. Il fut élu député communiste dans l'Assemblée constituante de 1945 avant de devenir ministre de la production industrielle de 1945 à 1946.



Dans les albums de famille, plusieurs photos de manifestations, prises de parole et divers congrès. Là, Urbain Nedelec, alors délégué syndical à EDF, s'adresse aux ouvriers de son usine. © DR

« C'est à son entrée à EDF que mon grand-père s'est politisé, aux côtés des syndicalistes, reprend Soizig Nedelec. Il a suivi avec attention la création de la CCAS, la Caisse centrale d'activités sociales d'EDF et GDF. C'est à partir de là qu'il a adhéré à la CGT, puis au Parti communiste. C'est grâce aux formations, aux discussions de son syndicat et de son parti que mon grand-père s'est instruit politiquement. C'est aussi ça, l'éducation populaire, entre les ouvriers, pour s'émanciper. » Le jeune électricien breton tombe amoureux d'une jeune fille de famille communiste, Annie Nael, qui deviendra elle-même adjointe à la mairie d'Aubervilliers, quelques années avant sa petite-fille. Urbain et Annie se rencontrent à un bal de l'Union des jeunes filles de France, une organisation exclusivement féminine issue du MJCF. L'organisation féminine avait été fondée par Danielle Casanova en 1936, parce que les jeunes femmes communistes considéraient n'être pas assez entendues au sein du MJCF. Elle a été dissoute en 1974.

De leur union naît Christian Nedelec, le père de Soizig. En 1949, il est responsable de la section des jeunes communistes à Aubervilliers. L'organisation compte, selon sa fille, plusieurs centaines de membres. C'est alors tout naturellement que la mairie communiste, dirigée par Charles Tillon, fondateur et commandant en chef des francs-tireurs et partisans français pendant la Résistance, associe les jeunes communistes à la création de l'Organisation en Mouvement des Jeunesses d'Aubervilliers (OMJA). Aujourd'hui, l'OMJA revendique 1 200 adhérents, de 12 à 25 ans,

« répartis sur huit structures implantées dans tous les quartiers de la ville et encadrés par trente-cinq animateurs et salariés ». Soizig Nedelec estime que si l'organisation s'est un jour revendiquée des idées communistes, ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui.

### L'éducation populaire, avec ou sans les partis de gauche

Fille d'une histoire militante qui s'est construite sur plusieurs générations, la quadragénaire a eu « l'éducation populaire à la maison ». Et elle a décidé d'en faire son métier. Elle a d'abord passé son BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur) avec l'IFOREP, un institut de formation qui se présente comme appartenant à « un système social unique en France et en Europe, celui des organismes sociaux des industries électrique et gazière ». Un choix naturel pour celle qui, plus jeune, partait en colonie de vacances avec la CCAS d'EDF-GDF.

Puis Soizig Nedelec poursuit sa formation et obtient son BAFD (brevet d'aptitude aux fonctions de directeur d'accueil collectif de mineurs) et son BPJEPS (brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) avec les Ceméa. « Quand j'ai fait ma formation BPJEPS, j'avais des références, en termes de penseurs de l'éducation populaire, que n'avaient pas mes camarades. Quand on avait des temps de réflexion, quand je disais qu'il fallait que les enfants soient auteurs autant qu'acteurs de leurs vacances, certains me regardaient avec de gros yeux. Peut-être que l'idée politique qui porte l'éducation populaire s'est un peu perdue... Malheureusement. »

Un constat que Jean-Luc Cazaillon préférerait plus nuancé. Pour lui, l'héritage communiste dans les mouvements d'éducation populaire a faibli, certes, mais n'a pas totalement disparu : « Il suffit de regarder ce qu'il se passe dans la banlieue parisienne, qu'on appelait la ceinture rouge. Nous, on travaille beaucoup avec la mairie de Saint-Denis, qui est l'une des rares collectivités à avoir gardé des locaux d'accueil de centre de vacances, qui sont très clairement l'héritage de 1936. À l'époque, il fallait faire partir les enfants au bon air, à la mer,



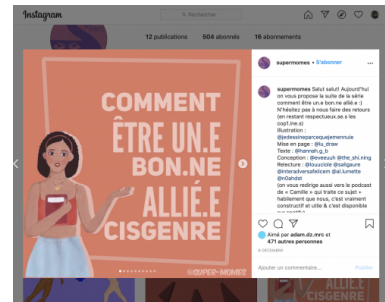
à la campagne, à la montagne. Il y a eu, alors, beaucoup d'investissements et d'achats de locaux pour accueillir ces centres. Cet héritage disparaît peu à peu et c'est vrai que les villes qui gardent ce patrimoine sont soit communistes, soit très ancrées à gauche. »



Des enfants se baignent en août 1945 lors d'un camp d'été à Villennes-sur-Seine, organisé par l'Entraide française pour les enfants défavorisés et victimes de la guerre. © AFP

Par ailleurs, à en croire le directeur général, les membres des Ceméa ne sont pas moins politisés, mais le sont autrement qu'en adhérant à un syndicat ou à un parti. « Aujourd'hui, les militants que nous accueillons ont une vision politique qui se traduit plutôt dans un soutien à des luttes sociales déterminées... Je ne peux pas qualifier ça de problème, mais on dira que c'est une réalité problématique. On ne peut pas se satisfaire de la faiblesse d'influence des syndicats et des partis. C'est à partir de là que se fait l'élection d'Emmanuel Macron, quand même. » Et dans un « en même temps » cher au président de la République, Jean-Luc Cazaillon se réjouit de voir de jeunes militants, d'Extinction Rebellion à la Génération Adama, s'éduquer par eux-mêmes, quand bien même

aucune structure n'encadrerait cette coproduction de savoirs qui, à bien des égards, pourrait s'apparenter à une nouvelle forme d'éducation populaire.



Capture d'écran du compte Instagram Supermomes. © DR

Ainsi, à Strasbourg, un collectif de lycéennes (@supermomes) est né le 1<sup>er</sup> novembre 2020. Âgées pour la plupart de 17 et 18 ans, elles animent un compte Instagram où elles partagent des références bibliographiques, diffusent des podcasts et ouvrent des discussions numériques, avec des jeunes de leur âge, sur l'immigration et le féminisme, les discriminations que subissent les racisés en France ou encore sur les pressions que vivent les personnes trans. Des discussions qui s'échappent souvent des plateformes sur lesquelles elles ont commencé et donnent des effets concrets. Certaines d'entre elles ont installé, dans leur lycée, des protections hygiéniques gratuites accessibles à tous. Elles ont aussi instauré une journée de la jupe pour « que les garçons se rendent compte, pour un jour au moins, d'un peu de la violence qu'on subit », explique Chérine, l'une des fondatrices. Et elles ne sont pas seules à se réapproprier les sujets qui les concernent, pour s'informer et agir. Les collectifs et les familles endeuillées par les violences policières sont mobilisés bien avant l'avènement des réseaux sociaux, et pourtant c'est aussi par cet outil que de nombreux citoyens se sont informés sur l'ampleur du problème, à commencer par les plus jeunes. **Interrogés par Mediapart**, ceux qui avaient répondu présents à l'appel du collectif Vérité pour Adama Traoré le 2 juin 2020 avaient vu tourner en boucle des vidéos virales sur la mort de George Floyd sur TikTok ou Instagram.

Reste que pour Jean-Luc Cazaillon le lien entre les syndicats, les partis de gauche et les mouvements d'éducation populaire est évident. Une position partagée par Frédéric Fauvet dont les attributions sont si nombreuses que nous ne les restituerons que partiellement ici : attaché parlementaire d'un sénateur socialiste, conseiller départemental suppléant, président de la ferme urbaine d'Amiens mais surtout président de la fédération Léo Lagrange pour le Nord et l'Île-de-France, ainsi que président de la CRAJEP pour les Hauts-de-France (comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire).



Léo Lagrange était jeune scout dans son enfance, membre des Éclaireurs de France. Après avoir rejoint la SFIO, après la scission de Tours, il devient député puis est nommé sous-secrétaire d'État aux loisirs et aux sports, dans le gouvernement du Front populaire. Aujourd'hui encore, la Fédération Léo Lagrange est très liée au Parti socialiste. © AFP

« Le lien entre la gauche et l'éducation populaire, c'est l'émancipation. Élever les masses populaires pour qu'elles accèdent à la culture et à l'éducation, ça fait partie de l'ADN de la gauche. La droite est plutôt du côté de la sélection, de l'excellence, de l'individualisme, de la compétition et des savoirs bourgeois réservés », affirme Frédéric Fauvet.

Et tant pis si les jeunes militants échappent aujourd'hui aux grandes organisations politiques de gauche ou aux mouvements d'éducation populaire structurés :

« L'émiettement de la gauche, l'affaiblissement électoral est réel, et pas que pour le PCF. Tous les partis politiques aujourd'hui sont dans ce cas, y compris le PS dont la Fédération Léo Lagrange reste très proche. On est moins présents, certes, mais l'éducation populaire ne meurt pas avec. C'est pas très grave si on n'arrive pas à attirer les jeunes activistes qui se forment eux-mêmes et qui sont très mobilisés en ce moment. La prise de conscience politique, au-delà des combats contre des projets précis, pour des revendications segmentées, se fera un jour ou un autre ! »

À Amiens, le militant de l'éducation populaire pourrait lister pendant des heures des exemples concrets des résultats de l'éducation populaire. « Cette histoire commune, elle a accompagné le quotidien de millions de personnes, avec bonheur », assure Frédéric Fauvet se référant à la chanson « Mon père était tellement de gauche », des Fatals Picards. Le mouvement ouvrier, et les connaissances qu'il a produites, continue d'avoir un impact sur le quotidien, porté parfois par des citoyens qui, sans être engagés au PCF ou dans une quelconque organisation politique ou syndicale, perpétuent l'héritage de l'éducation populaire.

« Jean-Pierre est un ami », reprend Frédéric Fauvet. Il est contrôleur à la SNCF, 55 ans, et n'a aucune formation politique. Il consacre la moitié de son temps libre à encadrer le club de BMX, alors qu'il n'en fait pas lui-même. Et pourtant, tous les samedis, tous les dimanches, il encadre une trentaine de gamins sur un bout de terrain qu'ils ont rafistolé eux-mêmes, avec beaucoup de bonheur. Et ils sont nombreux, par chez nous, à s'engager pour que les plus jeunes aient accès au sport, à la culture, aux connaissances. Ils rendent ce qu'ils ont reçu quand ils étaient petits, sans forcément se rendre compte de la portée politique. Peu importe ce que les mecs vont voter ou s'ils ont une culture politique comme il faut, en tout cas ils auront le sens critique et les clefs pour comprendre le monde, voire commencer à le changer. »

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.